

Développement humain durable et lutte contre la pauvreté

La charte nationale

soumise à la validation

La ville de Boghé accueille depuis le lundi 31 mai, les travaux d'un atelier, organisé par le ministère des Affaires Economiques et du Développement avec la collaboration du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Une dépêche de l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI) en date du même jour rapporte que la rencontre qui va durer deux jours devra permettre à 70 participants représentant les acteurs sociaux, la société civile, les partenaires au développement et les services de l'Etat, d'enrichir par leurs remarques et suggestions un projet de la charte des réseaux de développement humain durable et de lutte contre la pauvreté. Cette charte qui devra être validée au sortir de cette rencontre est préparée par l'observatoire national de développement humain durable sur la base de l'approche participative. Ouvrant les travaux de l'atelier, M. Alioune Kane, wali Mouçaid, chargé des affaires administratives du Brakna a salué cette initiative qui constitue, selon lui, un bond qualitatif dans la voie de la lutte contre la pauvreté. Quant-à, M. Bâ Adama Moussa, le maire de la ville de Boghé, il a souligné que cette stratégie est fondée sur l'impulsion du développement local à travers la promotion d'expériences communautaires productives initiées par et pour les populations notamment les plus démunies. Enfin, M. Jean Leney, Conseiller inter-régional pour le développement économique et social aux Nations Unies, a insisté sur le principe de développement humain durable qui vise, selon lui, à promouvoir des initiatives endogènes adaptées aux capacités locales. Il a terminé son intervention en ajoutant que l'accent doit être mis sur la lutte contre la pauvreté, particulièrement en milieu rural, compte tenu de la nécessité de développer et de mettre en œuvre des plans de développement locaux. Rappelons que la démarche du développement humain durable s'articule autour de 5 dimensions principales à savoir : la lutte contre la pauvreté et le respect de l'équité, la création d'emplois décents, la promotion féminine, la gestion durable de l'environnement et la bonne gouvernance.